

Entretien exclusif avec le premier ministre du Québec / A conversation with the Premier of Quebec

À l'occasion du 400^e anniversaire de la ville de Québec, le premier ministre québécois Jean Charest s'est entretenu à Montréal avec le rédacteur en chef d'*Options politiques* L. Ian MacDonald. Tenue le 9 juin dernier, la rencontre a porté sur plusieurs thèmes, notamment l'importance de la ville de Québec, de la culture et de la langue française pour le Canada et l'Amérique du Nord, les relations entre le Québec, le Canada et la France, les relations fédérales-provinciales, le fonctionnement de la fédération et les rapports entre les premiers ministres du Québec et du Canada.

On the occasion of the 400th anniversary of the founding of Quebec City, Quebec Premier Jean Charest sat down in Montreal on June 9 with *Policy Options* Editor L. Ian MacDonald for a wide-ranging discussion that included the importance of Quebec City and the French language and culture in Canada and North America, Quebec-Canada-France relations, federal-provincial relations, the functioning of the federation, and his relationship with Prime Minister Harper.

OPTIONS POLITIQUES : Monsieur le Premier Ministre, merci d'avoir accepté de nous rencontrer. Comme vous le savez, ce numéro spécial d'*Options politiques* porte sur le 400^e anniversaire de la ville de Québec. Qu'est-ce que ça veut dire pour vous, l'importance de Québec, la ville de Québec comme berceau du Canada français et en Amérique du Nord ?

LE PREMIER MINISTRE JEAN CHAREST : C'est un symbole important, la ville de Québec. C'est le berceau de la francophonie en Amérique du Nord. Y sont passés, pour venir habiter l'Amérique du Nord, les Irlandais, les Écossais...

OP : Ça fait que c'est également l'anniversaire de Charest !

JEAN CHAREST : (Rires)... Oui ! C'est mon 50^e... et mon 10^e à la tête du PLQ, partagé en parts égales, cinq ans à l'opposition, cinq ans au gouvernement, alors il y a beaucoup de symétrie.

OP : Il y a quelques semaines, le premier ministre Harper a suscité la controverse, pour ne pas dire plus, lorsqu'il a affirmé que la fondation de Québec en 1608 marquait l'acte de nais-

sance du Canada, au moins du Canada français. Et la visite de la gouverneure générale en France a également été controversée pour les mêmes raisons. Quelles sont vos réflexions là-dessus ?

JEAN CHAREST : Ça nous a fait sourire parce qu'il y avait beaucoup de rhétorique dans les réactions aux propos de M. Harper. Or, ce qu'il a dit est un fait historique, une évidence, c'est-à-dire que l'histoire du Canada commence à un certain moment. D'ailleurs, ça commence même avant 1608 si on retourne à Jacques Cartier. Et, donc, il n'a rien dit qui, aux oreilles de quiconque, pourrait offusquer la trame historique du Canada.

Maintenant, ceux qui cherchent à le présenter autrement cherchent à instrumentaliser l'histoire à leur avantage et pour servir une cause. Mais moi, j'ai parfaitement compris ce qu'il voulait dire, et je pense que les Québécois aussi ont parfaitement compris ce qu'il entendait par là.

Par contre, l'histoire, la référence historique, est encore plus importante si on remonte à l'Acte de Québec en 1774. Là, les souverainistes passent

vite là-dessus parce qu'ils veulent aller à 1867 ; ils aiment bien parler du rapport Durham et de l'Acte d'Union, qui n'a pas été un succès, qui n'a pas fonctionné. Mais l'Acte de Québec...

OP : ... qui, justement, a permis de garantir la survie du fait français en Amérique du Nord.

JEAN CHAREST : ... oui ! Et nos lois, et notre religion. Ça, c'est un acte fondateur de ce que nous sommes aujourd'hui, à la fois Québécois et Canadiens.

OP : La déclaration du président Sarkozy, son discours à Bény-sur-Mer, où il affirmait que la France aimait le Canada autant que le Québec, qu'elle aimait les deux ensemble, a également suscité la controverse... Est-ce que ce discours marque un changement par rapport à la politique de non-ingérence et de non-indifférence préconisée par la France depuis 30 ans ?

JEAN CHAREST : Dans le jargon diplomatique français, ils appellent ça la politique du nini. Deux négations consécutives. Mais moi, la déclaration de M. Sarkozy ne m'a pas étonné, parce que je suis allé au cimetière de Bény-sur-Mer...

OP : Très émouvant.

JEAN CHAREST : Oui. Comment peut-on ne pas dire merci au Canada quand on foule le sol où sont enterrés 2 000 soldats canadiens qui y ont laissé leur vie pour libérer la France ? Comment peut-on ne pas comprendre ?

Et l'autre dimension de cette visite de la gouverneure générale qui est très intéressante, c'est de voir les Français réaffirmer leur amitié avec le Québec

président de la République se prononcera là-dessus. Et la relation que le Québec a avec la France n'est pas à l'exclusion du reste du Canada. On ne demande pas à la France de n'avoir des yeux que pour nous ; on veut que la France puisse avoir avec le Québec une relation mature, entière, et c'est ce que nous avons actuellement, et M. Sarkozy aura l'occasion de célébrer ça lorsqu'il viendra au Québec.

signature internationalement; it gives it its personality. It's what allows Canada to have a broader influence in the world, and we underestimate the influence it has and how it allows us to have access to all sorts of forums that otherwise we would not have access to. And it gives us a recognition throughout the world as a country that is enlightened by the fact that it has two official languages. And in that respect, it's something we should never lose.

PO: In October, Quebec will be hosting, for the first time since 1987, Le Sommet de la Francophonie. And in a speech in Montreal in June, you said it represented perhaps an alignment of the stars in terms of the opportunities for bilateral agreements between Canada/Quebec and France, particularly with regard to recognition of professions between Quebec and France. Do you want to elaborate on that?

Et la politique de non-ingérence/non-indifférence qu'Alain Peyrefitte avait livrée pour Giscard d'Estaing était une politique qui arrivait dans le contexte de la montée du nationalisme québécois et de la tenue éventuelle d'un référendum. Or, le référendum ne fait plus partie de notre plan politique. Mme Marois, les souverainistes ont eux-mêmes évacué l'idée de faire un référendum dans le prochain mandat et pour l'avenir. Alors, ça ne peut pas être que ça, la relation que la France a avec le Québec. Vous savez, ça ne peut pas être basé sur la non-ingérence/non-indifférence. La relation, elle est mature, elle est multidimensionnelle, et là, elle doit se déployer dans tous les domaines.

sans pour autant annihiler le Canada. Ce n'est pas à nous à demander... c'est un manque de maturité, c'est de l'enfantillage que de demander aux Français de ne pas avoir de relations avec le Canada alors qu'on se rappelait ce jour d'armistice qui évoque le débarquement de Normandie.

Et la politique de non-ingérence/non-indifférence qu'Alain Peyrefitte avait livrée pour Giscard d'Estaing était une politique qui arrivait dans le contexte de la montée du nationalisme québécois et de la tenue éventuelle d'un référendum. Or, le référendum ne fait plus partie de notre plan politique. Mme Marois, les souverainistes ont eux-mêmes évacué l'idée de faire un référendum dans le prochain mandat et pour l'avenir. Alors, ça ne peut pas être que ça, la relation que la France a avec le Québec. Vous savez, ça ne peut pas être basé sur la non-ingérence/non-indifférence. La relation, elle est mature, elle est multidimensionnelle, et là, elle doit se déployer dans tous les domaines. Et le

POLICY OPTIONS: And what about the importance of the French language in terms of the survival of Canada as a distinct society, if I can call it that, in North America? Number one. Number two, the importance of the French language, dating from the foundation of Quebec in 1608, for what Mr. Bourassa used to call the cultural security of this island of one language in a sea of English in North America. He used to say 2 percent of North America is *le fait français* in Canada, of which 80 percent at least is in Quebec, and he always felt very responsible for that.

JEAN CHAREST: Well, it is a very real responsibility for the premier of Quebec, not only to protect our language, but to assure and guarantee its future. And that's a responsibility I carry, and one that I feel every day when I'm in this job. So in that respect, our story is a very beautiful story, and it's a story we're telling of the survival and of a language and a culture. It's our story in Quebec, and it's also the story of Canada. And it does give Canada a

it's an exceptional alignment of the planets because we will be hosting the 12th Francophone Summit in Quebec City in October. It'll be the first time that President Sarkozy will visit Quebec and Canada as President of the Republic. He will hold a bilateral with Quebec, he will do a bilateral with Canada, he will do the Francophone Summit and he will also be, as of July 1, the chair of the European Union. So he will be doing four different meetings in one single visit. And for us, it coincides with the 400th anniversary of the foundation of Quebec City, and so we look at this as a moment in time where we are going to define our relationship for the future. Not only will the 400th anniversary be about the past 400 years, we want it to be very much turned towards the future. And to accomplish that, we're going to do a number of things that are very forward-looking. I proposed to Mr. Sarkozy that we negotiate a bilateral agreement on the recognition of diplomas and professional qualifications.

We would be the first in the world to do this, and it will create a new space of mobility for our respective citizens. All of this is because our future economy is going to depend on brain power and access to the best brains in the world. And what we're going to do is a bit counterintuitive: we're going to open up our economy so that we can allow these people to move back and forth and do what they do best — add value to our economy.

And the second major project is the negotiation of a transatlantic accord between the European Union and Canada. And here we're being very opportunistic. The European Union established a policy of negotiating bilateral agreements with emerging economies. And we've said to Europe: "Well, why not us?" And we've said this to Europe in an environment where Chancellor Merkel was the chair of the European Union and wants a rapprochement with the United States.

Well, our argument with the Europeans, by the way, is to say, "Well, listen, if you want to reinforce the transatlantic relationship, the place to start if you wanted to get on the fast track is Canada." The Americans are going to be stalled for another year and a half until they settle their election campaign and the new administration settles in. There will always be a lot of anxiety within the European Union about the relationship with the United States, but in Canada, in Quebec in particular, our values are so close to those of Europe in terms of our view of our society, on health care, on culture. This is a unique opportunity for them to set foot in North America, and set foot in the richest market in the world, so the two richest markets in the world would have an opportunity to meet.

PO: So Canada as a kind of a platform to stage 1 of an agreement between the EU and NAFTA?

JEAN CHAREST: The EU and

NAFTA, if that's what the EU wants, and if that's what's the three NAFTA countries want.

PO: Because our market is 33 million people, and America is 300 million and 20 percent of the world's economy.

JEAN CHAREST: Exactly! And Mexico is 100 million people. Mexico already has a transatlantic accord with the European Union, by the way, and the only other American country that does is Chile, a South American country. So it's a

Jamais on n'a tant parlé de commerce interprovincial et de mobilité de la main-d'œuvre que nous le faisons actuellement. Depuis la création de la fédération, on n'en a jamais autant parlé. Et ça, c'est parce que c'est le résultat d'un choix délibéré des provinces et territoires de se concentrer sur les enjeux qui touchent l'interprovincialisme, c'est-à-dire des enjeux qui sont de nos compétences et qui font l'objet de relations entre nous. Le TILMA a été négocié entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, les provinces de l'Ouest se rencontrent, les provinces de l'Est, et l'Ontario et le Québec se sont rencontrés pour la toute première fois pour un conseil des ministres conjoint.

very good fix. And for the European Union, it makes a lot of sense because they'll be able to establish the matrix.

PO: What kind of conversations have you had with Mr. Harper about this? Because international trade is clearly a federal responsibility, although there are obviously provincial jurisdictions involved.

JEAN CHAREST: Well, as integration evolves, it's more and more penetrating, it falls more and more within areas of provincial jurisdiction. I've had many conversations over this with Mr. Harper and he's been very support-

ive. We've worked as a team on this. I'm very happy with the leadership the federal government has shown on this. He took it up with Chancellor Merkel a year ago at the Canada-European Union Summit. They ordered the studies that needed to be done before a decision was made on whether we negotiate. And so the federal government has shown and the Prime Minister personally has shown a great deal of leadership on this.

Now to arrive at the type of agreement we want, provincial governments must be involved because we're going to be discussing areas of provincial jurisdiction, which includes procurement, government procurement, the recognition of diplomas, and also harmonization of all sorts of regulations on products. Also investment will be part of it. So the provinces must be on board, and they are on board.

OP: Justement, vous parlez de la fédération et de son fonctionnement. Vous êtes le père fondateur du Conseil de la fédération, une idée que vous avez proposée dans la campagne de 2003. Cinq ans après sa création, quel bilan tracez-vous ?

JEAN CHAREST: Moi, je vois ça comme un beau succès. D'abord, parce que ça a permis aux provinces et aux territoires de recentrer leur action sur les domaines de coopération mutuelle. Et jamais on n'a tant parlé de commerce interprovincial et de mobilité de la main-d'œuvre que nous le faisons actuellement. Depuis la création de la fédération, on n'en a jamais autant parlé. Et ça, c'est parce que c'est le résultat d'un choix délibéré des provinces et territoires de se concentrer sur les enjeux qui touchent l'interprovincialisme, c'est-à-dire des enjeux qui sont de nos compétences et qui font l'objet de relations entre nous. Le TILMA a été négocié entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, les provinces de l'Ouest se rencontrent, les



Photo *Options politiques/Policy Options* photo

Le premier ministre Jean Charest en conversation avec L. Ian MacDonald, rédacteur en chef d'*Options politiques*, à Montréal, le 9 juin 2008.
Premier Jean Charest in conversation with L. Ian MacDonald, Editor of *Policy Options*, in Montreal on June 9.

provinces de l'Est, et l'Ontario et le Québec se sont rencontrés pour la toute première fois pour un conseil des ministres conjoint.

Cela témoigne de notre rapprochement, en plus du fait qu'on a un projet de libéralisation de notre marché, de notre main-d'œuvre, pour le 1^{er} avril 2009 au plus tard, on s'est fixé un objectif de signer l'entente. On s'est fixé cinq objectifs, en fait, dans le domaine du commerce intérieur, que nous poursuivons ensemble. Alors sur ce plan-là, ça fonctionne bien. Le conseil a aussi permis la naissance du fédéralisme asymétrique dans la négociation de l'entente de 2004 sur la santé.

Pour le Québec, ça nous a permis de faire la démonstration aux Québécois

que le fédéralisme n'était pas uniquement la relation bipolaire entre Québec et Ottawa ; que le fédéralisme québécois et canadien se vit aussi avec les voisins avec qui nous partageons beaucoup sur le plan économique et social. Alors, c'est un beau succès ; j'en suis très fier.

OP : Mais le fédéralisme asymétrique n'était même pas inventé lors de l'accord sur la santé. C'est dans les articles 93 et 133 de la Constitution.

JEAN CHAREST : Oui ! Et on lui a donné une expression, pour la première fois, qui a été reprise, en passant, dans une entente sur les relations internationales et la création de la place du Québec dans les délégations canadiennes à l'UNESCO, qui a été reprise dans une entente qu'on a faite avec le gouvernement fédéral sur les services

de garde. Enfin, c'est un concept auquel on a donné vie et qui nous permet de mieux vivre notre système fédéral, de mieux pratiquer notre fédéralisme.

OP : Alors, quelle est votre appréciation des rapports actuels entre les provinces dont les intérêts sont peut-être plus différents que jamais ? Entre, par exemple, l'Alberta avec ses intérêts dans le champ pétrolier ; l'Ontario et le Québec avec leurs secteurs manufacturiers ; Terre-Neuve qui est maintenant une province riche...

JEAN CHAREST : Je vous dirais que les intérêts peuvent certes diverger, ce qui est tout à fait normal, mais que nos relations n'ont jamais été aussi bonnes. Les relations sont très bonnes. Et moi, je travaille beaucoup avec mes col-

lègues des provinces. J'arrive d'une conférence avec Gary Doer du Manitoba. Il n'est pas physiquement à côté de chez nous, mais c'est quelqu'un avec qui on a une très bonne relation.

Au total, je retiens deux choses : notre Conseil de la fédération nous rappelle qu'on a plus en commun que de choses qui nous différencient, d'une part ; et que, d'autre part, nos relations à nous sur le plan humain, sur le plan social sont fécondes.

D'ailleurs, on a reçu un très beau compliment : notre Conseil de la fédération a été copié par les États australiens. Quelques premiers ministres australiens sont venus ici, pour voir comment on fonctionnait, puis, ils ont choisi de copier ce que nous faisons. C'est un compliment que nous prenons avec beaucoup de modestie, mais ça prouve que c'est un modèle qui s'importe... qui s'exporte.

OP : Prenons un exemple pragmatique comme l'électricité dont l'Ontario a besoin. Vous êtes en train de construire une nouvelle interconnexion Québec/Ontario, en plus de la fameuse question du Lower Churchill avec Terre-Neuve, une question épineuse, qui existe depuis maintenant presque 40 ans ; les Terre-Neuviens sentent qu'ils ont eu un mauvais « deal » là-dedans, et les relations entre les deux provinces s'en ressentent depuis le temps de MM. Smallwood et Peckford. Quelle est votre évaluation de ce dossier-là ? What would be your sense of that file?

JEAN CHAREST : Well, in the case of Lower Churchill, it remains a question that's unresolved, to the point that we haven't be able to get to the next stage, which would have been a development at Lower Churchill.

PO : Four thousand megawatts.

JEAN CHAREST : I would have liked to have been able to develop and work with Newfoundland and Labrador on Lower Churchill, but they decided — and that's their right to do that — to go into a process of trying to determine what would be the best way to develop

it, and we're fine with that. But the relationship with Newfoundland and Labrador has been very good. We're now building a 1,200 megawatt line, an interconnection between Ontario and Quebec. We're going to sell them clean, renewable hydroelectricity. If I want to export energy, but I have a choice between exporting to the United States or a fellow Canadian neighbour, I'm

D'ailleurs, on a reçu un très beau compliment : notre Conseil de la fédération a été copié par les États australiens. Quelques premiers ministres australiens sont venus ici, pour voir comment on fonctionnait, puis ils ont choisi de copier ce que nous faisons. C'est un compliment que nous prenons avec beaucoup de modestie, mais ça prouve que c'est un modèle qui s'importe... qui s'exporte.

going to sell it to a Canadian neighbour.

And so in that respect, on the energy side, Quebec is a world leader in the area of renewable resources, and we want to share what we have with other provinces and work with them. So we haven't resolved all the issues, but on the other hand, you can see that there's real progress in terms of us working together.

PO : In terms of your most important interprovincial partner, obviously Ontario — both economically and in terms of geography — you had this meeting of the two cabinets in early June at the Château Frontenac, site of historic summits in the past between Churchill, Roosevelt and King, and Mulroney and Reagan, as you know because you were a member of that government. I wonder what your sense is of a headline such as the one in the *Toronto Star* the following day, with the picture of you and Dalton McGuinty with your arms wrapped around one another and the headline in war type, "Brothers in Arms," as if there's a kind of compact to declare war on Ottawa over the declaration on the environment. I've sensed a little bit of overplay in that.

JEAN CHAREST : Yes there is, because we want to work together and we're not working against Ottawa. We are working together on what both of us

feel is going to be one of the biggest issues of our generation and of our time, and we anticipate that the North American environment, the political environment, is going to change very rapidly with the election of the new president, and we want to prepare for what will be a cap and trade system that we're all going to be living under in a very near future.

Now, in our federal system of government, we don't always agree with the federal government. And when we don't agree, I don't think we should be shy about saying it and managing those issues in a mature way, which we do. But we're not at war with the federal government. We're only recognizing what has always been our reality, is that we need to work more closely together if we're going to get more out of our economy, if we're going to better serve our people, whether it's environmental management or whether it's transport, for example, where we're going to do a lot of very good things together, that's what we're going to be focusing on.

PO : Mr. Harper has spoken often of Arctic sovereignty in terms of claiming Canada's territorial sovereignty in the North, the development of these immense energy fields that will open up as with melting of Arctic sea ice, developing naval capacity and putting bases in the North, and working with the Inuit and the Aboriginal peoples. And you, in a speech in Montreal in June at the Conférence de Montréal, opened an interesting parenthesis where you talked, not for the first time but certainly the first in a setting like that, of the importance of northern development for Quebec. I'm wondering if

this is an area where you and Mr. Harper could find common ground?

JEAN CHAREST: Well I think we have a common inspiration, and that's John Diefenbaker and his "Roads to the North." I always thought Diefenbaker was very inspiring in what he had done in the North. And when I was federal minister of the environment and travelled north, there were still memories of how

ance money to a tax cut, which annoyed Mr. Harper, and then he annoyed you, or at least your party, by being seen on the same stage as Mr. Dumont at Rivière-du-Loup in December.

JEAN CHAREST: Well, one important point: we did not allot all of the money of the fiscal imbalance to a tax reduction. It's one-third of it. Two-thirds of it went to health care and edu-

able to defend our views, and not be seen as being less Canadian because we don't agree on any given issue.

PO: But you're half Irish. How do you strike a balance between defending the interest of Quebec, which is your primary role as *le défenseur des intérêts du Québec*, and achieving a harmonious interpersonal relationship with the Prime Minister of the day, whoever that may be?

JEAN CHAREST: You know, no single government has a monopoly on the common good. That's what the federation is about.

PO: Mr. Mulroney used to say Ottawa's not the sole repository of wisdom in this federation.

JEAN CHAREST: And that's true. It's very true. And so, you know, none of us have a monopoly on that, and in our federal system of government we recognize our differences and we should be able to discuss issues in a very mature way. But you know, in the end, we have so much in common. I'm not concerned about that. I'm not among those who try to highlight the differences, and I do have a very clear understanding of my role. I'm premier of Quebec, so I'm defending the interests of the people of Quebec. But I've never seen a contradiction between being a Quebecer and a Canadian.

OP: Est-ce qu'on peut parler, dans les quelques minutes qui nous restent, du contexte politique ? Il y a un an, bien des gens croyaient que vous étiez fini, que vous n'étiez pas capable de vivre dans un contexte minoritaire. Vous avez dit vous-même, pendant le budget de crise au mois de juin 2007 : « Voilà la preuve qu'un gouvernement minoritaire ne fonctionne pas. » Un an plus tard, vous avez bondi dans les sondages. Vous parlez heureusement de la cohabitation entre vous et les partis, les formations de l'opposition. Quelle est votre perception ou votre évaluation des événements des 12 derniers mois où vous avez monté du sous-sol jusqu'au sommet des sondages ?

JEAN CHAREST : Bien, je pense que le point de départ, pour nous... en

We're now building a 1,200 megawatt, interconnection between Ontario and Quebec. We're going to sell them clean, renewable hydroelectricity. If I want to export energy, but I have a choice between exporting to the United States or a fellow Canadian neighbour, I'm going to sell it to a Canadian neighbour.

Diefenbaker was able to single out the North as being a great part of our country and our mythology. And I believe that. I believe that for northern Quebec, which has a big chunk of Arctic territory. I've been to the Arctic, to northern Quebec, many times, and in our view there's an opportunity here to develop our energy resources, mining, transport, tourism and, most importantly, to do it with Native people, with the Inuit and our First Nations, who must be part of this. And so I see a great opportunity for us; I couldn't agree more with Prime Minister Harper on developing Canada's North. And we have to occupy this territory. I know there will be issues of sovereignty that will be raised in regard to who owns this part of the world. And from my perspective, the sooner we can occupy it, the better.

PO: How would you describe the state of your relationship with Mr. Harper at the present time? Because in the beginning, one sensed an opening or the possibility of the kind of special relationship that Mr. Lesage and Mr. Pearson had or between Mr. Mulroney and Mr. Bourassa. And then there was this kind of divergence that you took in 2007. There was your campaign promise allocating all the fiscal imbal-

ance, and one-third of it went to a tax reduction, only one-third. And we had for a long time planned it that way because for a long time we were not able to do that because of the fiscal imbalance. And we did that the same year where 9 out of 10 provinces reduced their taxes, including other provinces who receive equalization. So it'd be very unfair to single us out in this respect, as though we had done something that was unconventional, when in fact it was exactly the contrary.

That being said, my relationship with Mr. Harper is a good relationship, and I don't personalize the relationship I have with the Prime Minister. He's the third prime minister I've been dealing with since I've been premier, in fact. I've had to deal with Mr. Chrétien, Mr. Martin and now Mr. Harper. And there is a whole host of issues on which we've been successful, issues like fiscal imbalance, the recognition of Quebec in international affairs and our participation at UNESCO, the recognition of Quebec as a nation. That was a very significant move by Mr. Harper and the federal government. We have a good relationship, but we also live in a federal system of government where on issues on which we do not see eye to eye or agree we should be

fait, il y a quelques points de départ importants. D'abord, j'ai accepté, mon parti a accepté les résultats de l'élection. C'était le choix des Québécois d'avoir un gouvernement de cohabitation. Et des trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, je pense qu'on est le parti qui a le mieux compris et réagi aux messages que nous a lancés l'électorat. Ça, c'est un point de départ très important, malgré notre déception, malgré la surprise d'être minoritaire et en cohabitation.

Deuxièmement, on a recentré nos actions au mois de septembre et on est revenu sur l'économie, sur des enjeux dans lesquels on croit devoir mettre beaucoup d'énergie dans les prochaines années pour réussir au Québec.

Et troisièmement, on s'est donné une vision d'avenir sur laquelle on rejoint tous les Québécois : l'ouverture d'un nouvel espace économique, ça rejoint tout le monde. Ça, c'est des meilleurs jobs, puis une meilleure qualité de vie, puis une meilleure vie pour les familles du Québec. C'est ça que ça représente. Et pour nous, les francophones de l'Amérique, notre avenir est là, sur cette ouverture d'un espace économique. Et là, on y a associé des projets très précis.

Alors, vous avez là trois éléments qui nous ont permis de nous rapprocher des Québécois, et on est un gouvernement à l'écoute, on a fait des compromis. Dans la première partie, quand je disais qu'on a accepté le résultat, ça veut dire un conseil des ministres restreint, de 18 ministres, ce qui a été très pénible à faire. Je ne sais pas si on restera toujours à 18, parce que sur le plan humain, c'est difficile. Le Québec, c'est un grand territoire ; 18 ministres, ce n'est pas beaucoup de monde.

OP : Et est-ce que l'égalité hommes-femmes est ici pour rester ?

JEAN CHAREST : Oui ! Mais ça m'a pris 10 ans avant d'arriver à la parité, le premier gouvernement à y arriver. Mais ce n'est pas une parité symbolique ; elle est réelle. Personnellement,

pendant 10 ans, je me suis chargé de recruter des femmes en politique, de leur faire une place, de les présenter dans les comtés où elles allaient gagner. Quand elle s'est présentée, Yolande James, elle ne se présentait pas dans un comté où ses chances étaient faibles, où la probabilité était qu'elle allait perdre. Ce n'était pas de la symbolique ; c'était au contraire un comté où les chances étaient très bonnes.

OP : Ça veut dire la nomination, pas la générale.

JEAN CHAREST : Non, pas la générale ! Et là, donc, la parité, ça fait partie des changements. Alors, on a été un gouvernement très, très à l'écoute. Et moi, je suis parfaitement heureux là-dedans. Je pense qu'on aura trouvé un moyen de gouverner en cohabitation, et que les Québécois aiment ça, les Québécois apprécient le fait qu'on gouverne de cette façon-là.

PO : It seems to me that there were two major turning points in the last year, and they both relate to not only your approach but the inherent strengths of the Liberal brand. One is the economy — one, you have the strongest economy here in 35 years,

I see a great opportunity for us; I couldn't agree more with Prime Minister Harper on developing Canada's North. And we have to occupy this territory. I know there will be issues of sovereignty that will be raised in regard to who owns this part of the world. And from my perspective, the sooner we can occupy it, the sooner we can develop it, the better.

and you're taking and receiving some credit for it — and two, there's the question of diversity and a Quebec open to the world in the context of the Bouchard-Taylor debate, with the two other parties fighting over the so-called identity vote. And in that regard, I thought that your *lettre ouverte aux Québécois* last October was important. And I was hearing traces of what you used to close some speeches with during campaigns, of the line that you used to take from your mother: "My mother used to say to us, 'Always keep a place at the table for welcome strangers.'"

JEAN CHAREST : And that's the story of Quebecers. There should always be a place at our table for those who want to construct Quebec, who want to build this society. And it's what gives us our strength, and I find in Quebec now a new confidence in the future and in our ability to be able to build our future with others.

When I speak of opening up a new economic space, what I know and what I'm trying to do is shed light, a different light on that future and I believe that if any given society is given that perspective, a different perspective allows people to rise to that occasion. So the Bouchard-Taylor's report is presented in the environment of the opening up space. And all of the sudden an immigrant isn't someone who's stealing your job, it's someone who's actually here, who's going to work to pay taxes and allow us to build a better society, a society that will be more prosperous, where people will have better jobs. So I feel very good about what we've been able to do, and by the way, you know, what we're doing on building a new eco-

nomic space with Ontario isn't something that either Madame Marois or Mr. Dumont is going to be proposing any day soon. You know, that's not going to be part of their plan for the future.

OP : Finalement, M. Harper nous a dit dans un entretien publié au mois de février dans *Options politiques*, et je cite : « Je pense que le pays est bien servi quand un bon fédéraliste est premier ministre du Québec. » Êtes-vous d'accord avec ça ?

JEAN CHAREST : Oui, un bon fédéraliste, c'est quelqu'un qui croit beaucoup au Québec.